

Soutenir le service public social et médico-social et ses professionnels pour répondre aux besoins et attentes des plus vulnérables : un défi urgent pour les nouveaux élus

Si le scénario du pire a été écarté au lendemain des élections législatives, les résultats du second tour ne doivent pas masquer les craintes du 1^{er} tour sur la mise en place de mesures qui toucheraient les plus vulnérables. La 2^{ème} leçon à tirer de ces élections est aussi le signal renvoyé par les électeurs sur le fractionnement de la société et le besoin de politiques de soutien et de solidarité plus fortes.

Réaffirmer les valeurs de solidarité et d'inconditionnalité de l'accueil

En tant que représentant du service public social et médico-social, le GEPSO souhaite rappeler l'importance jouée par le service public comme première protection et dernier rempart contre l'exclusion des personnes particulièrement vulnérables.

Fidèle à ses principes d'accueil inconditionnel et d'universalisme, la période qui s'ouvre doit être prioritairement celle de la défense de projets en faveur d'un meilleur vivre-ensemble et d'une plus grande cohésion sociale.

Poursuivre les mesures en faveur des publics les plus vulnérables

Si la configuration précise des différents groupes parlementaires au sein de l'Assemblée n'est pas encore connue, les résultats laissent déjà voir une configuration politique inédite rendant plus complexe et longue la prise de décisions. Un statut quo politique risquerait d'amplifier l'insatisfaction sociale qui s'est exprimée dans les urnes et dont il faut tirer les leçons. Il y a urgence à agir.

Aussi, le GEPSO appelle de ses vœux à ce qu'un nouveau gouvernement soit reformé dans les plus brefs délais afin que les chantiers mis en suspens puissent reprendre le plus rapidement possible.

Le GEPSO se tient prêt pour poursuivre les échanges avec les Ministères de tutelle et rencontrer les Député-e-s nouvellement élus afin de formuler et partager ses propositions en faveur d'un service public social et médico-social plus fort et efficace et donc, plus soutenu.

NOS 10 PRINCIPALES PROPOSITIONS :

1. Sanctuariser le principe d'accueil inconditionnel et universel des personnes vulnérables par les établissements sociaux et médico-sociaux publics
2. Promouvoir une inclusion respectueuse des choix, attentes et envies des personnes concernées
3. Développer et systématiser la participation et la prise en compte de la parole des personnes accompagnées notamment en faisant évoluer le fonctionnement des dispositifs de participation
4. Augmenter les moyens humains et financiers en faveur du développement de l'inclusion scolaire et économique pour tous
5. Revaloriser les salaires des métiers du lien, notamment en instaurant le SEGUR pour tous les professionnels des établissements publics sociaux et médico-sociaux
6. Instaurer des taux et normes d'encadrement dans l'ensemble des structures sociales et médico-sociales pour assurer une meilleure qualité de vie au travail
7. Promouvoir les métiers du travail social au sein de la société
8. Disposer d'au moins un établissement public sociaux et médico-sociaux dans chaque département répondant aux besoins de l'ensemble des personnes vulnérables (dans le champ du grand-âge, du handicap, de la grande précarité et de la protection de l'enfance)
9. Favoriser le décloisonnement du secteur en assouplissant le cadre d'autorisation et de fonctionnement des établissements concernés afin de faciliter la construction de réponses individualisées
10. Reconnaître les singularités des opérateurs publics sociaux et médico-sociaux et accroître significativement leur dotation afin qu'ils puissent répondre correctement à ces dernières.

- Lire le document complet de plaidoyer à destination des candidats aux élections législatives

<https://www.gepso.fr/static/uploads/2024/06/Plaidoyer-24-06-2024.pdf>